

QUE la capitaine Martine Perreault ainsi que les capitaines Claude Boutin, Richard Bruneau, Daniel Cauchy, Daniel Chartrand, Jocelyn Latulippe, Gilles Martin, Michel Martin et Marcel Savard soient promus au grade d'inspecteur, au traitement annuel de 99 205 \$, à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

40938

Gouvernement du Québec

Décret 766-2003, 16 juillet 2003

CONCERNANT la promotion d'officiers à la Sûreté du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 56 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), les directeurs généraux adjoints, ainsi que les autres officiers de la Sûreté du Québec, sont nommés par le gouvernement sur recommandation du directeur général;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 57 de cette loi, le traitement des membres et des cadets de la Sûreté du Québec est déterminé par le gouvernement;

ATTENDU QUE le directeur général de la Sûreté du Québec a formulé la recommandation suivante:

QUE les sergents Gaétan Dubois, Denis Laberge et Jasmin Piquette soient promus au grade de capitaine;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à cette recommandation du directeur général de la Sûreté du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE les sergents Gaétan Dubois, Denis Laberge et Jasmin Piquette soient promus au grade de capitaine, au traitement annuel de 85 274 \$, à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

40939

Gouvernement du Québec

Décret 767-2003, 16 juillet 2003

CONCERNANT la promotion d'officiers à la Sûreté du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 56 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), les directeurs généraux adjoints, ainsi que les autres officiers de la Sûreté du Québec, sont nommés par le gouvernement sur recommandation du directeur général;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 57 de cette loi, le traitement des membres et des cadets de la Sûreté du Québec est déterminé par le gouvernement;

ATTENDU QUE le directeur général de la Sûreté du Québec a formulé la recommandation suivante:

QUE les lieutenants Richard Bissonnette et Roger Chartier soient promus au grade de capitaine;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à cette recommandation du directeur général de la Sûreté du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE les lieutenants Richard Bissonnette et Roger Chartier soient promus au grade de capitaine, au traitement annuel de 89 435 \$, à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

40940

Gouvernement du Québec

Décret 768-2003, 16 juillet 2003

CONCERNANT la promotion d'officiers à la Sûreté du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 56 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), les directeurs généraux adjoints, ainsi que les autres officiers de la Sûreté du Québec, sont nommés par le gouvernement sur recommandation du directeur général;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 57 de cette loi, le traitement des membres et des cadets de la Sûreté du Québec est déterminé par le gouvernement;

ATTENDU QUE le directeur général de la Sûreté du Québec a formulé la recommandation suivante :

QUE les sergents Sylvain Audette, Daniel Beaudry, Luc Bellemare, José Bernard, Eddy-Michel Blanchet, Ronald Boudreault, Michel J. Côté, Paul-René Lavallée, Bernard Leblond et Réjean Trottier soient promus au grade de lieutenant ;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à cette recommandation du directeur général de la Sûreté du Québec ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE les sergents Sylvain Audette, Daniel Beaudry et Réjean Trottier soient promus au grade de lieutenant, au traitement annuel de 77 327 \$, à compter des présentes ;

QUE les sergents Luc Bellemare, José Bernard, Eddy-Michel Blanchet, Ronald Boudreault, Michel J. Côté, Paul-René Lavallée et Bernard Leblond soient promus au grade de lieutenant, au traitement annuel de 81 090 \$, à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

40941

Gouvernement du Québec

Décret 769-2003, 16 juillet 2003

CONCERNANT la promotion d'officiers à la Sûreté du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 56 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), les directeurs généraux adjoints, ainsi que les autres officiers de la Sûreté du Québec, sont nommés par le gouvernement sur recommandation du directeur général ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 57 de cette loi, le traitement des membres et des cadets de la Sûreté du Québec est déterminé par le gouvernement ;

ATTENDU QUE le directeur général de la Sûreté du Québec a formulé la recommandation suivante :

QUE les lieutenants Jean Côté, Luc Fillion, Paul Gagnon et Daniel Martineau soient promus au grade de capitaine ;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à cette recommandation du directeur général de la Sûreté du Québec ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE les lieutenants Jean Côté, Luc Fillion, Paul Gagnon et Daniel Martineau soient promus au grade de capitaine, au traitement annuel de 89 435 \$, à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

40942

Gouvernement du Québec

Décret 770-2003, 16 juillet 2003

CONCERNANT la nomination d'un officier à la Sûreté du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 56 de la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1), les directeurs généraux adjoints, ainsi que les autres officiers de la Sûreté du Québec, sont nommés par le gouvernement sur recommandation du directeur général ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 57 de cette loi, le traitement des membres et des cadets de la Sûreté du Québec est déterminé par le gouvernement ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 73 de cette loi, la municipalité qui désire abolir son corps de police doit y être autorisée par le ministre ;

ATTENDU QUE le ministre de la Sécurité publique a donné son autorisation le 11 avril 2002 pour l'abolition du corps de police municipal de la Ville de La Malbaie ;

ATTENDU QUE les membres du corps de police municipal de la Ville de La Malbaie ont été intégrés à la Sûreté du Québec le 11 avril 2002 ;

ATTENDU QUE l'article 353.3 de la Loi sur la police prévoit que le policier ainsi transféré est reclassé, au sein de la Sûreté, en fonction des années de service qu'il a accumulées et, s'il y a lieu, des responsabilités qu'il assumait, avec la rémunération y afférente ;

ATTENDU QUE le directeur général de la Sûreté du Québec a formulé la recommandation suivante :